Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 135 (1990)
Heft: 10

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-345031

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 06.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

TOUR D'HORIZON

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

A l'aube du 2 août, l'armée d'un Etat arabe, l'Irak, envahissait un autre Etat arabe, le Koweït, lui aussi membre de l'ONU. Six jours plus tard, Bagdad s'appropriait l'émirat vaincu, et son or noir avec. En 1961, Kassem, le tombeur de la monarchie hachémite, avait déjà décrété, au lendemain de l'indépendance accordée par Londres au Koweït, une annexion qu'il n'avait cependant pas osé réaliser par la force: une démonstration de la *Royal Navy* avait alors suffi à briser le vieux rêve irakien.

Saddam Hussein, lui, a réussi le coup, fort bien préparé. Libérées de leur guerre contre l'Iran, ses forces militaires lui assuraient une écrasante supériorité numérique et matérielle; ses prétentions ne portaient ouvertement que sur deux îlots obstruant l'accès de l'Irak au golfe Persique et sur la remise de sa dette envers l'émirat; il y avait bien eu, en juillet, une concentration de troupes dans la région de Bassorah, mais ce n'était, disait-on, que les mouvements de routine du 7e corps d'armée; et puis, fin juillet, l'entremise de l'Egypte et de l'Arabie séoudite était si bien reçue que son succès était donné pour quasiment acquis... La surprise a donc joué à plein. Au sol, l'armée koweïtienne n'eut pas le temps d'organiser une défense sérieuse. Seule l'aviation parvint à abattre une douzaine d'hélicoptères et quelques Mig irakiens avant de s'éloigner de ses bases ravagées par les bombes.

L'*Anschluss* consommé, et cependant que Saddam Hussein prenait des Occidentaux en otage pour en faire les boucliers humains d'objectifs prévisibles, se posait immédiatement le problème de la riposte. Divisé, le monde arabe en apparaissait d'emblée incapable à lui seul. Numérotant ses résolutions, le Conseil de Sécurité pouvait faire office de parapluie juridique; mais un riflard ne vaut pas une cuirasse et un glaive. L'Arabie séoudite et les émirats du Golfe pouvaient être les prochaines victimes d'une agression irakienne susceptible de bouleverser la région, de la soumettre à un impérialisme qui ne s'embarrasse pas des principes du droit international, et de priver l'Occident, et d'autres encore, d'une part essentielle de leurs ressources énergétiques. L'intérêt de la péninsule arabique et celui du monde occidental convergeaient, ce qui fut promptement reconnu de part et d'autre. De là la rapidité – relative car il fallait rameuter des moyens affaiblis à la faveur de l'armistice irano-irakien de 1988 – avec laquelle il fut répondu, Etats-Unis en tête, à l'appel, sollicité ou non, de souverains arabes assez richement pourvus d'armements aériens, mais fort démunis d'effectifs terrestres.

Deux tâches s'imposaient donc en première urgence: d'une part, il fallait couper l'Irak de ses approvisionnements vitaux et des ressources financières qu'il pouvait retirer de la vente de son pétrole. Objectif lointain, qui ne peut être atteint que par un blocus rigoureux qui paraît bien fonctionner sur mer, mais qui, fin septembre, n'était pas effectivement appliqué au trafic aérien et laissait ouvertes des voies terrestres. Les intéressés font pour l'heure confiance à ce processus d'asphyxie économique. D'autre part, il fallait déployer des forces militaires assez impressionnantes pour dissuader Saddam Hussein de poursuivre sur sa lancée et, cas échéant, pour le battre. Ce déploiement a commencé très tôt, mais il prend beaucoup de temps et ne sera pas achevé avant la fin d'octobre. On constatera cependant que, à des rythmes divers, les plus résolus des gouvernements occidentaux n'ont pas lésiné sur la qualité des moyens. Quand les Etats-Unis dépêchent, outre trois porte-avions et de nombreux navires de surface, le nec plus ultra de leur aviation, y compris le bombardier «furtif» et le gratin de leurs combattants (marines, 82e et 101e divisions aéroportées, 24e division d'infanterie), c'est du sérieux. On peut en dire autant, encore que leur part numérique soit moindre, de l'engagement de la Grande-Bretagne sur mer, dans les airs, et enfin sur terre avec sa meilleure brigade blindée, et de celui de la France expédiant sur le littoral arabique de la mer Rouge une brigade aéro-terrestre pourvue de tous les moyens d'un combat autonome. D'autres Européens, tels les Italiens, font ou se préparent à faire selon leurs moyens. Mais il faut prendre aussi en compte le concours, plus significatif que tout autre, des deux Etats arabes les plus fortement armés – après l'Irak: l'Egypte qui aura bientôt 20 000 hommes en Arabie séoudite, et la Syrie.

Ce qui amène à considérer le comportement des voisins de l'Irak dans la partie stratégique qui se joue, non sans avoir noté d'abord que M. Gorbatchev, empêtré dans les difficultés que l'on sait, s'applique pour l'instant à tenir les freins du bob piloté par M. Bush. Le 15 août, Saddam Hussein a reconnu à l'Iran la victoire que ses troupes lui avaient disputée pendant huit ans. L'Irak paie de l'abandon (mais est-il définitif?) de ses prétentions sur le Chatt el-Arab dans toute sa largeur l'assurance de n'être pas attaqué sur sa frontière orientale, et peut-être même ravitaillé par son ennemi d'hier. Repu, l'Iran n'a pas intérêt à faire plus, fût-ce au nom de la solidarité islamique. La Turquie, membre de l'OTAN, et en bisbille avec l'Irak à propos des eaux de l'Euphrate, la Turquie qui paie un lourd tribut à l'embargo par la fermeture de l'oléoduc irakien, est tenue à la prudence, en raison de la menace que Bagdad pourrait faire peser sur elle sous prétexte qu'elle abrite des bases américaines. Son intérêt, qui est aussi celui de l'OTAN, est de tenir ferme sur sa frontière, sans s'engager davantage.

L'attitude de la Syrie est conditionnée par la rivalité qui oppose son régime baassiste à l'autre régime baassiste, celui de Bagdad. Mais si Damas envisage d'envoyer des troupes défendre l'Arabie séoudite, il ne semble pas prêt à ouvrir un autre front dans le flanc de l'Irak, et on le voit mal lâcher sa proie libanaise pour rassembler son armée contre celle de Saddam Hussein. Quant à la Jordanie, dont la survie dépend en partie de ses Palestiniens gagnés à la cause de Saddam Hussein, elle a avec Bagdad, notamment depuis la guerre irano-irakienne, des liens qu'elle ne saurait délier sans risques. Reste enfin Israël, l'ennemi déclaré, qui n'a aucun intérêt à se mêler d'un conflit arabe, et qui s'en garde bien, mais qui sait aussi qu'une domination irakienne signifierait pour lui la guerre à terme, et qui bougerait donc si l'armée irakienne entrait en Jordanie. Or, si Saddam Hussein nourrit peut-être l'espoir d'en découdre un jour avec Israël, le moment propice de se mettre sur les bras un nouvel adversaire de la qualité de Tsahal n'est assurément pas venu.

Tout reste naturellement possible dans ce Proche-Orient plus mouvant que ses sables. Mais, au point où l'on est, on peut constater que l'Irak n'a pas été en mesure – à supposer qu'il en ait eu l'intention – de poursuivre l'avantage acquis par la conquête du Koweït, que l'Arabie séoudite et les émirats du golfe Persique ont été préservés grâce à l'intervention de leurs alliés, mais que ceux-ci n'ont pas tenté d'arracher à Saddam Hussein sa proie koweïtienne dont le malheur est pourtant la cause première de cette intervention. Alors, quel est le but de guerre? Limiter les dégâts, ou rétablir dans sa souveraineté l'Etat envahi? Si le blocus ne suffit pas, attaquera-t-on l'Irak? Les moyens se rassemblent, bientôt suffisants. Mais avec quelles missions, et quelles intentions, c'est là toute la question.

***

Ce conflit majeur en éclipse d'autres, y compris les plus meurtriers. En Afrique noire, si les Cubains quittent l'Angola par échelons conformément au plan, laissant l'UNITA et le gouvernement de Luanda dans une nouvelle tentative de conciliation patronnée par Lisbonne, le Mozambique reste en proie à son interminable guerre civile, et l'Afrique du Sud a vu tout l'été les fidèles de Nelson Mandela et les Zoulous s'entretuer sauvagement. Mais la sinistre palme du carnage et du saccage revient au Liberia. Pris entre deux rébellions concurrentes, le président Doe a trouvé la mort, début septembre, dans un guet-apens, alors que se mettaient en place les quelques milliers d'hommes levés par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest afin de rétablir la paix au Liberia. Un espoir aussitôt déçu, la plus puissante des formations aux prises, celle de Charles Taylor, ayant pris l'offensive contre la force d'inter-

position. Le 16 septembre, au nom de cette force, les Nigérians lançaient sur les positions du Front national patriotique de Taylor une puissante attaque aéroportée, les chasseurs-bombardiers et les hélicoptères ouvrant la voie aux parachutistes. La guerre civile s'est ainsi internationalisée dans la plus sanglante anarchie. Et c'est encore une guerre tribale qui s'est réveillée début octobre au Rwanda, envahi par des rebelles Tutsis débouchant de l'Ouganda.

En Asie, la guerre d'Afghanistan se poursuit dans la routine, celle du Sri Lanka entre gouvernementaux et Tamouls ne fait pas plus de quartier aux civils qu'aux combattants, et, entre l'Inde et le Pakistan, accrochages et mouvements de troupes se poursuivent au Cachemire, au Pendjab et à la frontière du Sind sur fond de négociations. Quant au Cambodge, le «processus de paix» et celui de la guerre cheminent sans se rencontrer. En juillet, Washington a retiré sa reconnaissance à la coalition tripartite de la résistance, histoire de se distancer de sa composante Khmer rouge et de reprendre langue avec Hanoï; fin août, l'ONU proposait d'envoyer au Cambodge 10 000 Casques bleus et 10 000 fonctionnaires chargés d'administrer temporairement le pays. Phnom Penh et la coalition, après avoir constitué un conseil national suprême, ont accepté en principe cette tutelle. Mais sur le terrain, rien n'a changé. Les Khmers rouges, en particulier, ont intensifié leurs opérations, développées jusqu'au centre du Cambodge. La jungle est loin du tapis vert...

***

En Europe, dans le dessein évident d'encourager le dégagement soviétique et de hâter la conclusion d'un traité sur la réduction des forces classiques, les membres de l'OTAN réunis au sommet, début juillet, ont tendu au Pacte de Varsovie le calumet de la paix; ils ont proposé une déclaration commune de non-agression, artifice dont l'histoire de ce siècle a éprouvé maintes fois l'inanité, et décidé – la France faisant bande à part – d'adopter une nouvelle stratégie «faisant véritablement des forces nucléaires l'arme du dernier recours». Entre cette notion et la conception actuelle d'une défense qui se réservait d'engager l'arme atomique devant une offensive que les moyens classiques ne suffiraient pas à briser, la différence n'est pas évidente. Quoi qu'il en soit, les Occidentaux n'ont rien demandé en échange, pas même la libération des républiques baltes. On peut cependant penser que leur magnanimité aura facilité, pour M. Gorbatchev, l'acceptation des conséquences militaires de réunification de l'Allemagne.

En effet, la RDA avait déjà demandé la révision, avec règlement de retrait, de l'accord «de stationnement» de 1957; elle renonçait d'ores et déjà à faire participer les quelque 100 000 hommes de son armée aux manœuvres du Pacte de Varsovie sur son

territoire. Sage mesure, s'il est vrai que les rapports entre Soviétiques et Allemands de l'Est s'envenimaient au point que le commandement de Moscou pouvait souhaiter soustraire des troupes d'élite à un environnement devenu malsain. La réaffirmation, en août, par les deux gouvernements allemands de leur renonciation aux armes nucléaires, biologiques et chimiques, leur promesse de réduire radicalement le niveau de leurs forces militaires devaient aussi, dans leur esprit, lever les dernières objections du Kremlin. Ces décisions ont été inscrites dans le traité d'unification du 31 août prenant effet le 3 octobre. Les quatre vainqueurs du Troisième Reich ont donné le 12 septembre leur aval à la restauration de la souveraineté de l'Allemagne unie. On notera toutefois que cette «libération» n'est pas exempte d'hypothèques militaires: les Allemands devront payer de quelques milliards de marks le rapatriement des 400 000 soldats soviétiques qui gardent le droit de stationner en zone orientale pour quatre ans encore; aucune arme nucléaire de l'OTAN ne pourra s'implanter dans cette zone; en outre, les forces rassemblées des deux parties de l'Allemagne seront réduites de moitié. Sur le plan stratégique, l'URSS n'a donc pas fait un mauvais marché, si l'on tient compte encore du fait que la réduction de la Bundeswehr s'accompagnera de celle des contingents alliés en Allemagne. La France elle-même, pourtant fidèle à sa doctrine de dissuasion nucléaire – le missile *Hadès* portant à 480 km serait en cours de fabrication en série –, rapatriera dans un premier temps près de la moitié des forces de terre qu'elle entretient en RFA.

Devant la mutation profonde, mais à long terme, des facteurs de l'équilibre stratégique, on se demande sans doute, au QG de Bruxelles et ailleurs, ce qu'en pensent les chefs des forces armées de l'URSS, encore et toujours formidables, et quelle appréciation ils font de la situation. Questions dont on n'a évidemment pas les réponses. Le haut commandement soviétique, que M. Gorbatchev avait d'ailleurs remanié à son goût, manifeste en tout cas sa discipline à l'égard des décisions que prend la direction politique. Il n'est donc peut-être pas sans intérêt de signaler que, pour le commandant russe des forces du Pacte de Varsovie, le déploiement américain en Arabie séoudite menace l'équilibre stratégique sur le flanc sud de l'URSS et pourrait compromettre les négociations de Vienne sur le désarmement en Europe.

J.-J. C.